

La stratégie du développement rural en Algérie dans un cadre de renouveau et approche participative

The strategy of rural development in Algeria in the framework of renewal and participatory approach

Baghdad CHAIB

Faculté des Sciences
Economiques, Commerciales
et des Sciences de Gestion
Université de Tlemcen; Algérie
chaibbaghdad@yahoo.fr

Naima BAROUDI

Faculté des Sciences
Economiques, Commerciales
et des Sciences de Gestion
Université de Tlemcen; Algérie
baroudinaima@yahoo.fr

Résumé: L'Algérie a engagé, depuis 2006, une politique de renouveau rural, dont l'objectif est de mettre en place une dynamique de promotion et développement rural qui s'accommode à un développement économique global et national.

Cet article tentera d'expliquer les fondements et contenus de cette politique, à l'heure où les questions de proximité, approches participatives et territoriales, dynamique des territoires, et d'autres représentent les mots d'ordre du développement rural durable, et aussi, dans le souci de mieux se rapprocher des attentes et besoins réels de la population rurale.

Aussi, on tentera une analyse des principales caractéristiques de cette politique en Algérie et d'en définir les contours, en prenant compte de la pérennité de celle-ci dans un contexte international, particulièrement, depuis les derniers changements opérés au niveau international par le fait de la crise financière et ses remous sur les économies réelles, dont fait partie l'économie algérienne, forte de sa grande dépendance sur les hydrocarbures, propulsant, de ce fait, la question agricole et rurale au rang des priorités et des préoccupations des décideurs locaux, dans un souci de préserver la stabilité des zones rurales et d'en tirer un profit des exploitations des opportunités rurales qui peuvent en découler.

Mots-clés: Ruralité, Algérie, Stratégie, Renouveau, Etat, Approches participatives, Projets.

Abstract: Since 2006 , Algeria has engaged a policy of rural revival, whose objective is to set up a dynamics of promotion and rural development which adapts to a local and national development,

In This we will try to explain the bases and contents of this policy, at the time where the questions of proximity, approaches participative, territorial approaches, dynamics of the territories, and others, represent the watchwords of the sustainable rural development.

We will try an analysis of the principal characteristics of this policy in Algeria and to define contours of them, by taking into account perennially of this one in the international context (regional, Mediterranean, and others).

Keywords: Rural, Algeria, strategy, Revival, project.

Introduction :

Il est devenu très courant de constater que les récentes perturbations mondiales à l'échelle économique (mondialisation, globalisation, globalisation, ...) ont laissé des traces et séquelles notamment sur les régions les plus fragilisées, et particulièrement celles situées dans les zones rurales, dévoilant, de ce fait, le confinement de toute une région dans une certaine morosité qui a trop duré.

On admet et on prend acte que les différentes politiques agricoles, élaborées selon un schéma copié sur les modèles libéraux, ont conduit à réfléchir sur une autre manière de gérer les activités correspondantes aux spécificités de ces espaces.

La nouvelle politique du monde rural, élaborée dans le cas algérien, se veut une révision de la réallocation des ressources disponibles, d'une restructuration des exploitations agricoles et rurales, et d'une manière générale, adapter les stratégies agricoles et rurales selon les principes de l'économie libérale, sans que cela ne soit interprété comme une allégeance à cette économie, notamment après le passage de la crise financière et l'accumulation des scandales financiers et monétaires de certaines firmes, considérées, jadis, comme un exemple de réussite du système ultralibéral et que l'économiste Stiglitz signale ces errances et déconvenues dans plusieurs de ses interventions.

Ainsi, on assiste depuis à des transformations économiques et sociales des sociétés rurales pour mieux s'insérer dans ce vaste mouvement de libéralisme, en tenant compte de la nécessité de réduire les éventuels risques et autres mauvaises surprises, partant du fait que le monde rural accuse, déjà, un retard considérable par rapport à sa propre géographie, ensuite au monde industriel et urbain, et enfin dans l'esprit des pouvoirs publics, trop occupés dans la modernisation et l'entretien des sites pétroliers, ainsi que la recherche de ressusciter le secteur industriel, qui semble renaître de ses cendres et qui accapare les regards et intérêts des investisseurs.

Le monde rural se manifeste par certaines caractéristiques, malheureusement plus néfastes et contraignantes comme une densité démographique plus élevée, des conditions climatiques et naturelles des plus difficiles, une réalité amère de marginalisation et d'isolement, un sentiment d'abandon et d'ignorance, ..., qui constituent autant de facteurs et paramètres qui s'inscrivent précisément dans le programme d'adaptation à une gestion économique libérale, une autre manière de se libérer de la centralisation trop rigide imposée aux ruraux et agriculteurs et de donner une chance et des opportunités qui peuvent permettre une insertion des espaces ruraux dans un contexte de développement économique global, durable et soutenable.

Pour résumer, on peut présenter, pour le cas algérien, la situation de la société rurale comme suit :

- ✓ Un taux de pauvreté des plus inquiétant et menaçant.
- ✓ Le recours à une économie de subsistance et de survie.
- ✓ L'existence des infrastructures obsolètes et dépassées.
- ✓ La persistance des difficultés d'accès aux conditions de vie nécessaire (eau, éducation, santé, transport, formation, ...).
- ✓ Aussi, un taux de chômage moins équilibré et égalitaire.
- ✓ Un cadre de vie qui n'incite guère un meilleur épanouissement et dynamique des ménages ruraux, et qui favorise plus un exode vers des cieux plus cléments.

- ✓ En bref, une société qui se cherche encore et qui se débatte, presque quotidiennement, aux multiples contraintes et entraves, et qui sent que le gap et l'écart se creuse, de plus en plus, avec un espoir très réduit et relatif sur une probable amélioration des conditions de vie.

A cet effet, la réalisation des programmes et projets de proximité de développement rural (par le biais des projets intégrés) s'inscrivent dans cette optique de réduire et faire disparaître, progressivement, cette façade dégradante, et de tenter de redonner espoir aux populations locales et acteurs du monde rural, en ciblant plusieurs objectifs :

- Une revitalisation des espaces ruraux.
- Une proximité qui se veut plus incitative et transparente.
- Une approche plus collée à la connaissance du monde rural.
- Réduction du taux de la pauvreté rurale.
- Création plus d'emplois ruraux, plus durables et permanents.
 - Modernisation des sociétés rurales.
 - Harmonisation et synchronisation des méthodes et pratiques mises en œuvre.
 - Création d'un milieu et environnement favorable pour un développement rural et durable, sans que cela touche les valeurs des sociétés rurales.
 - Abolition des méthodes de marginalisation et d'exclusion, antérieurement, adoptées et pratiquées.
 - Mise en place d'un esprit de confiance et de sincérité.
 - Adoption de critères de gouvernance, responsabilité, choix des décisions, transparence.
 - Incitations financières et lucratives aux ruraux.

1.1 - Quelques approches conceptuelles sur la question du développement rural

Il nous semble primordial et fondamental de revenir à des propos d'une experte sur ces questions de la ruralité, pour bien saisir les définitions qu'on propose, même s'il faut reconnaître, et cela va de l'avis de plusieurs intéressés, que ces dernières semblent parfois ambiguës et incohérentes, en se référant particulièrement à C.KAYSER¹ qui présente les zones rurales sous trois formes essentielles :

- 1) Conflits et paupérisation.
- 2) Modernité manquée.
- 3) Pièges ethniques.

De ce fait, il devient nécessaire de souligner que le concept du développement rural est le fruit de l'évolution de la société rurale, et que le capital naturel (terres, air, arbres, vivriers, rivières, espaces environnementaux,...) constitue un élément de base dans le débat sur cette question, en insistant sur une corrélation entre les interventions publics et les initiatives des acteurs ruraux, tenant compte que le développement nécessite une cohérence et synergie de tous les acteurs et intervenants, car les enjeux sont importants, fondamentaux et cruciaux.

D'autant plus, et comme le souligne certains rapports et comptes-rendus, il est toujours utile de mentionner l'implication et l'apport des différentes approches théoriques et littéraires spécialisées dans l'analyse et la compréhension du concept du développement rural, justement au moment où l'on cesse de replacer le discours de croissance et développement économique dans un cadre (et condition) de relance agricole et rurale.

Jouissant d'un certain poids et consistance dans ce débat sur la ruralité, le secteur agricole se contente, toujours, d'une place considérable, à juste titre, dans les questions du monde rural, mais cela signifie aussi l'idée qu'il ne résout pas l'épineuse problématique du

développement rural, tellement que ce dernier se manifeste par des délimitations géographiques et se conjugue, parfois, juste à une opération de l'aménagement territorial.

Ainsi, le développement rural ne se focalise pas uniquement sur les facteurs qui expliquent une productivité des systèmes de production, mais englobe, en fait, un dynamisme et regain d'intérêt pour les autres activités (élevage, pastoralisme, activités para-agricoles, activités commerciales, artisanat, pâturage,...), remplaçant, de ce fait, les idées portées sur les gains et profits qu'on peut en tirer, vers d'autres plus ancrées et bâties sur une amélioration du bien-être économique des ruraux, paysans, entreprises et autres, sans que cela ne soit forcément pécuniaire ou financier, car un rural se contente bien d'un sentiment de bien vivre et profiter du regain d'intérêt que l'Etat (ou d'autres organismes) s'est engagé à le faire.

Il faut signaler que la mise en place d'un projet de développement rural, dans un souci d'améliorer les conditions de vie des habitants de ces espaces, exige une reconfiguration globale et élargie des pratiques et méthodes anciennement employées, à travers :

- 1) Une mise en place d'un débat sur le contexte historique et social.
- 2) Une participation et implication des véritables acteurs concernés.
- 3) Instauration d'une stratégie d'intégration des sociétés rurales dans les différents thèmes qui concernent l'actualité nationale.
- 4) Un redéploiement des actions et initiatives que l'Etat et les pouvoirs publics mettent en place.
- 5) Une mise en place d'un cadre et environnement incitateur pour les régions rurales.
- 6) Une mise en place et en exécution d'un programme et plan spécial de relance économique consacrée au développement du monde rural.

Pour notre part, et partant de certains constats observés, on pense qu'il faut insister sur le fait de bien considérer la question de la ruralité et ses spécificités et qu'il est recommandé et conseillé de bien aborder ce sujet et ce dossier sous un angle strictement individuel, car chaque région, espace, zone, possède ses propres ingrédients pour un développement et se différencie, de ce fait, des autres conclaves, car la ruralité est synonyme de la nature et de l'environnement, et aborder un telle thématique sous un angle global et macro-économique conduit vers des impasses et des blocages, tant au niveau des institutions que des structures rurales, repoussant, encore une fois, une possibilité de concrétiser les vœux de croissance économique du monde rural.

Dans notre contribution, on revient, toujours à des propos intéressants et pertinents qui ont des origines dans les travaux et autres contributions des auteurs comme M.COTE, B.KAYSER (1990), M.JOLLIVET (1997), P.CAMPAGNE (2000), M.MAHDI (2004), O.BESSAOUD (2005),..., qui ont contribué dans ce thème, notamment l'identité historique du monde rural, et les transformations sociales et économiques qui se sont manifestées, car il faut bien préciser que ce n'est pas si simple de bien conduire une analyse et étude conceptuelle et littéraire sur un tel sujet, et qu'il faut s'armer d'arguments et de justificatifs assez solides et pertinents pour pouvoir en discuter, imposant, de ce fait, une littérature complète et variée, sans que cela ne doit être considéré comme une excuse pour discuter de la problématique du développement rural.

Ainsi, et prenant fait et connaissance des écrits et des propos sur cet thème, on a pu relever une idée intéressante sur le fait que le développement rural et la réalité du monde rural s'avère plus comme un affaire sociologique et anthropologique, et il faut exploiter cette piste pour mieux adapter le contexte et la problématique du devenir des sociétés rurales à l'heure de la mondialisation, d'autant plus que J.BONNAL² préfère insister sur trois éléments : les acteurs, l'histoire et les territoires.

Dans la même trajectoire, on a pu saisir une autre affirmation que les sociétés rurales doivent, dorénavant, surpasser le complexe de modernité, trop souvent et parfois à tort, mentionné en faveur du monde urbain et industriel, et qu'elles doivent imposer, elles-mêmes, une reconnaissance, reconsidération et pourquoi pas une réhabilitation, en tenant compte de leur contexte social, leur dynamisme et les rapports singuliers de Production/Pouvoir.

Dans un autre document de la Banque Mondiale ³, il est cité que « la plus grande partie de la pauvreté mondiale se situe dans les zones rurales », et les moyens, d'après les experts de cette institution, d'atténuer ce taux et réduire ce fléau résident dans :

- I. La nécessité de développer des techniques plus appropriées et adaptées pour améliorer et augmenter les rendements agricoles.
- II. L'obligation de résoudre la question endémique du chômage et le sous-emploi dans les activités rurales.
- III. L'instauration d'un dialogue basé sur la compréhension mutuelle et réciproque entre les multiples acteurs et partenaires.
- IV. Insistance sur l'intégration des nouveaux concepts sur les questions rurales, précisément le Développement Rural Durable et Soutenable.
- V. La mise en place d'une stratégie de développement de longue haleine qui ciblera les zones et les sociétés rurales.
- VI. Une accentuation sur des activités économiques plus orientées vers une rémunération plus appropriée et adéquate pour ce milieu.

On doit, encore, mettre l'accent sur le fait que le développement rural, dont il est question dans ce papier, est différemment analysé et étudié d'une région à une autre, car si dans les régions du Nord (qui s'apparentent et s'identifient plus aux pays développés), les ruraux connaissent des situations meilleures sur le plan d'une prise en charge des pouvoirs publics, d'une implication des associations et autres regroupements du monde rural, et d'autres paramètres plus avantageux, la situation est autre pour ceux du Sud, qui se sentent moins considérés, soutenus et supportés par les autres partenaires et les pouvoirs publics.

En résumé, si le développement agricole s'identifie plus comme une stratégie purement lucrative et économique (production, rendement, prix, revenus, profits, valeur ajoutée,...), le développement rural se distingue plus par des aspects culturels, sociaux, et identitaires, et qui reflète une société qui concerne le bien-être de tous, à savoir les ménages, les espaces, les zones, les partenaires, et les territoires, et il est important de bien le situer dans un contexte propre à lui, tenant compte du fait que l'histoire entre les ruraux et la terre ne se résume pas seulement à une finalité purement économique (même si cela constitue la base du développement), mais plus anthropologique, historique et sociale.

Dans le même sens, et à travers quelques propos, il n'est pas conseillé, ni d'ailleurs recommandé, d'établir un lien automatique et de causalité entre une croissance et des performances agricoles avec un développement rural, car ce dernier, une fois pour toutes, est plus fédérateur et mobilisateur de toutes les potentialités existantes, et implique, par ricochet, des approches plus dimensionnelles, structurelles et historiques, dans un souci de bien mettre l'accent que les sociétés rurales se distinguent par quelques faits, à l'exemple des faits liés à la structure sociale, des faits morphologiques, des faits de conscience et des faits qui relèvent plus des conduites collectives et familiales.

Ceci dit, le débat sur le développement rural ne se résume pas juste sur des questions de diversification et multiplication des fonds disponibles, ni sur les manières d'implication et d'attractivité des différents partenaires, y compris de l'extérieur, où la recherche des politiques qui s'adhèrent et d'adaptent le mieux, mais de la recherche profonde et réelle sur

La stratégie du développement rural en Algérie dans un cadre de renouveau et approche participative _____

les mécanismes de faire participer, en premier lieu, les concernés eux-mêmes, à travers leurs associations, élus, où ceux qui portent les attentes des populations rurales.

L'essentiel est de faire émerger la société civile rurale en tant que telle, et à engager les acteurs locaux dans des démarches et propositions qui allient, d'un côté, les disponibilités des pouvoirs publics, et d'un autre, les véritables et réelles préoccupations des ruraux, afin d'aboutir à une reconnaissance de la légitimité de ces zones pour le développement tant souhaité, considérant, pour notre part, que la méconnaissance profonde et approfondie du milieu rural conduit, inéluctablement, vers des échecs des projets de développement, prenant à témoin les propos de M.JOLLIVET⁴ qui précise bien que « le milieu rural est un champs d'investigation pour toutes les sciences sociales et son étude ne saurait constituer une discipline autonome », insinuant, par-là, que le monde rural est un sujet) bien traiter dans le cadre de la mise en place d'un projet de développement et de bien distinguer les facettes de ces sociétés qui relèvent plus d'aspects de sociologie rurale qu'il faudra appréhender avec prudence et précaution.

2.- La Stratégie du Développement Rural en Algérie

Dans un souci de rattraper le retard économique et de pouvoir s'insérer dans le contexte de la mondialisation et les changements structurels de l'économie internationale, l'Etat algérien s'est engagé dans un vaste programme de reconfiguration et refonte de tout son arsenal économique, inspiré, désormais, sur des mécanismes et principes d'une économie libérale.

De ce fait, ce processus de mutation a nécessité la mise en place des politiques économiques conformes et appropriées, la mobilisation des ressources appréciables, et instruments institutionnels et juridiques, afin de réunir les meilleures conditions pour une telle démarche.

Comme conséquence à cela, , le monde rural subit, en plein fouet, les conséquences d'un tel changement, malgré le fait qu'il connaisse de fortes contraintes en matière de développement et fait face à une urbanisation croissante qui l'a relégué plus dans une position délicate, notamment, pour les populations, ajouté à cela une certaine hibernation et végétation qui s'est emparé des acteurs locaux et une démobilisation inquiétante des associations et des institutions exerçantes dans le monde rural.

Aussi, il est important de souligner les craintes d'un monde rural dépassé par les vagues de croissance et d'évolution, par le fait des effets et impacts de l'ouverture économique de ce pays, qui se veut tout azimuts, en prenant fait et connaissance, déjà, de la fragilité de cette partie de la société, ajoutée à cela des conditions climatiques généralement défavorables (plus spécialement dans le Sud) et des situations de vie déplorables et à la limite de la pauvreté.

2.1- Un aperçu sur le monde rural

Avec près de 13 millions d'habitants, le monde rural en Algérie représente près de 40% de la population totale, et la part des ménages, constitués entre 7 et 8 personnes, représente 25% de la population rurale, avec une concentration beaucoup plus affichée dans les communes rurales du Nord que du Sud.

Sur les 948 communes rurales (sur un ensemble de 1541 communes à l'échelle nationale), il a été constaté que près de 250 communes affichent un niveau de développement assez acceptable, et 373 communes présentent un niveau de développement tout juste moyen, et seuls 27 communes peuvent se vanter d'un niveau de développement remarquable, selon des critères établis par une enquête du CENEAP en 2005 sur le monde rural en Algérie.

Dans une grande mesure, les activités agricoles représentent 52% des activités dans ces communes et constituent la vocation essentielle et fondamentale des populations rurales, ce qui montre la prédominance de cette activité dans ce monde, en plus des activités commerciales et artisanales, plutôt dans un cadre familial et restreint.

Le taux de chômage moyen, estimé (selon les dernières données) à 27% (en milieu rural), touche, en grande majorité, les jeunes de la tranche 20-29 ans, et constitue une source d'inquiétude permanente des décideurs politiques et économiques, en plus d'un sous-emploi constaté dans quelques activités observées.

Une des caractéristiques fondamentales de ce monde réside, notamment, et on ne cesse de le rappeler, dans les situations de précarité et de marginalisation sociale, plus gravement la question de la pauvreté, où sur les 8 millions de personnes recensées à l'échelle nationale, plus de la moitié vit en milieu rural, une pauvreté qui touche particulièrement les femmes et les personnes âgées, du moment que ces deux catégories reflètent la structure sociale de la nation et confirment le clivage hommes-femmes et le vieillissement d'une partie de la population rurale, d'autant plus que la pauvreté en Algérie touche deux fois plus les zones rurales que les zones urbaines, donnant, ainsi une idée de la complexité de la question de la pauvreté rurale.

D'une manière globale, le monde rural en Algérie est marqué par un état économique et social conforme à un sous-développement et retard économique, pratiquement dans tous les domaines, et continue de souffrir d'une dévitalisation des territoires et une sous-exploitation des ressources et patrimoines culturels et naturels, malgré l'existence prouvée et confirmée des potentialités humaines et économiques, d'autant plus que cela est plus grave en comparaison avec d'autres régions voisines et limitrophes, ce qui renseigne sur l'urgence d'une politique qui tentera de remettre en ordre cette dramatique situation.

Un autre fait inquiétant consiste dans le flagrant déséquilibre entre les dimensions économiques et les dimensions sociales dans les multiples interventions des pouvoirs publics, du fait d'une certaine répétition des différents scénarios du passé dans la précipitation des renforts de l'Etat dans les questions relatives au monde rural, ce qui renforce plus l'idée d'une urgence de la refonte et développement global des ces zones, en vue de leur intégration dans le vaste et ambitieux programme économique de l'Etat.

2.2- La mise en œuvre d'une politique de développement rural, durable et soutenable

La politique économique, menée par l'Etat algérien, dans le cadre de la mutation et basculement vers l'économie de marché, a instauré des modifications sérieuses (à travers la mise en place d'une politique de soutien à l'agriculture et le monde rural) pour concrétiser et construire un passage moins coûteux et contraignant.

Dans ce sens, deux instruments ont, dans ce sens, vu le jour :

- I. Le Plan National de Développement Agricole (P.N.D.A), mis en place en juin 2002 pour aboutir à une revitalisation des espaces ruraux et la relance du secteur agricole.

- II. Le Plan National de Développement Agricole et Rural (P.N.D.A.R), qui est un prolongement naturel du P.N.D.A et qui doit assurer une synergie et coordination entre les différents intervenants et partenaires du monde agricole et rural.

Ces deux programmes devraient, en principe, préparer le terrain pour la mise en place et en application de la politique de renouveau, par le biais de l'idée de remettre sur rail les indicateurs économiques de l'agriculture, de renforcer la performance du secteur et de baliser le passage pour une autre politique, plus diversifiée et globale, particulièrement dans le chapitre de développement du monde rural.

Les principaux axes et idées essentielles de cette politique peuvent être regroupés selon les axes suivants :

- a) Cette politique devra, en principe, appuyer et accompagner les acteurs du monde rural à concevoir et développer des perspectives cohérentes et convaincantes pour leurs territoires.
- b) Cette politique s'inscrit dans une parfaite et compréhensible logique d'aide et assistance pour ces acteurs, pour prendre conscience des véritables enjeux du développement rural.
- c) Cette politique constitue une étape décisive et innovatrice dans le domaine de démocratisation, en intégrant des éléments qui s'adaptent à cela comme le dialogue, négociation, concertation, décentralisation, délégation,...
- d) Enfin, cette politique constitue un espace de concertation et d'échange d'idées qui permettent une flexibilité des acteurs et les partenaires, et une nécessité d'ouverture au dialogue et le débat sur les questions de la ruralité.

Selon les arguments du Ministère concerné, la nouvelle politique du développement rural est fondée sur quelques principes :

- 1) Un principe de développement qui soit, à la fois, harmonieux, cohérent, moderne et durable.
- 2) Un principe de développement qui doit être doté des dispositifs adaptés, appropriés et adéquats.
- 3) Un principe de propulsion des actions et des approches plus participatives.
- 4) Un principe de reformulation des initiatives et des mécanismes en faveur de la relance des sociétés rurales.

Pour mieux renforcer cette optique, B.HERVIEUX (Hervieux, 2006) pense que les politiques ne se décrètent pas : elles se préparent, se construisent et se bonifient grâce à la coopération, l'échange et le partage d'informations.

Dans le même registre, A.M.JOUVE et O.BESSAOUD (Jouve et Bessaoud, 2005) pensent que les nouvelles stratégies de développement agricole et rural favorisent aussi l'émergence de nouveaux acteurs sociaux, et le développement des nouvelles attentes sociales par rapport à l'espace rural.

2.3- Les mécanismes d'intervention

La stratégie de développement rural, conçue sous une forme de renouveau et de proximité, s'est voulue aussi comme une démarche fondée sur l'intégration des actions, ainsi que la mobilisation et participation des acteurs locaux, à travers les projets de proximité de développement rural (les P.P.D.R), relayés ensuite par un autre type de projets (les P.P.D.R.I) en Août 2007.

Les P.P.D.R, selon les déclarations du ministre concerné, sont « des projets intégrés et multisectoriels, réalisés sur des territoires ruraux préalablement identifiés, dans le but de permettre la stabilisation des communes rurales ».

Ces projets sont aussi élaborés dans un souci d'améliorer les conditions de vie des populations rurales, d'assurer un développement économique, social et humain et d'instaurer un cadre de vie qui n'a rien à envier des zones urbaines et qui s'inscrit dans une large démarche nationale et internationale.

D'autre part, la mise en place des projets de proximité (les P.P.D.R.I) répond à des axes stratégiques (appelés aussi les thèmes fédérateurs) qui sont au nombre de quatre :

- A. Modernisation et/ou réhabilitation des villages et k'sours (amélioration des conditions de vie).
- B. Diversification des activités économiques et des revenus.
- C. Protection et valorisation des ressources naturelles.
- D. Protection et valorisation du patrimoine rural, matériel et immatériel.

Il faut savoir que le nombre de PPDR.I achevés et ceux en cours de réalisation a atteint 6.059, soit plus de 50% du programme inscrit dans le quinquennat et quelque 1.369 communes sont touchées par ces projets, 5.187 localités, 690.488 ménages ruraux et 4,1 millions de personnes, selon les propos du directeur général des forêts en 2011, l'objectif est d'atteindre 12.000 projets pour bénéficier plus de 7 millions de personnes d'ici 2014.

On ajoute que cette politique bénéficie d'une enveloppe annuelle de 60 milliards de DA, en plus de la mobilisation des fonds nationaux et des programmes de financement des organismes étrangers, à l'exemple du FIDA, traduisant, de ce fait, les efforts consentis par le gouvernement algérien dans sa quête de reconquérir le temps perdu dans ses tentatives de promouvoir une stratégie pour les zones rurales, dans un contexte international des plus instables.

Ceci dit, la mise en œuvre de ces projets et programmes dans le but de revoir la politique qui conduit mieux à cette mouvance et dynamique d'évolution des régions rurales s'inscrit dans une optique de faire participer les entreprises rurales dans la politique économique globale du pays et d'en tirer profit des probables retombées et impacts d'un nouveau souffle des activités réservées aux espaces ruraux, comme l'élevage, l'artisanat, produits de terroir, mais tout cela exige, forcément, la disponibilité des facteurs suivants :

- La participation souhaitée et conseillée des populations rurales.
- Une administration locale qui soit à l'écoute des attentes des ruraux.
- Mise en application des paramètres qui correspondent aux projets à l'instar de l'intégration, complémentarité et cohérence.
- Une coordination et synergie des multiples et différentes interventions.
- Un engagement d'un partenariat actif.
- Elaboration d'un programme de planification et d'aménagement des territoires.

En plus de cela, les P.P.D.R.I bénéficient (comme souligné auparavant) d'un accompagnement et soutien sur le plan financier, à l'exemple du F.N.R.D.A (Fonds National de Régulation et Développement Agricole), du F.D.R.M.V.T.C (Fonds de Développement Rural et Mise en Valeur des Terres par la Concession), F.O.N.A.L (Fonds National d'Amélioration du Logement rural), du FNPAT (Fonds National pour la Promotion des Activités Artisanales),

Il est question donc de conformité et d'adaptation de la politique de financement aux seules spécificités et caractéristiques du monde rural, en tenant compte des axes stratégiques définies et identifiées par cette nouvelle stratégie, afin d'éviter les erreurs et dérapages des expériences antécédentes de financement, plus particulièrement lors d'un resserrage des dépenses publiques.

Selon O.BESSAOUD (Bessaoud, 2006), « le projet de proximité de développement rural constitue la clé de voûte de l'édifice institutionnel sur lequel se fonde la stratégie du développement rural durable ».





A la lumière de tout cela, ces projets de proximité et d'intégration, tels que définis, tracés et façonnés par les décideurs, se considèrent comme des outils d'intervention, d'aide et d'assistance aux populations rurales, dans une trajectoire de réalisation des objectifs de la politique et l'implication des ménages ruraux, tout cela pour un espace rural capable d'assurer son propre développement.

On peut, ainsi, dégager les principaux enjeux de cette démarche de proximité et d'approche du milieu rural, comme suit :

- ❖ Enjeu économique (combattre la pauvreté, réduire la dépendance alimentaire,...).
- ❖ Enjeu social (la lutte contre l'exclusion sociale, la marginalisation, l'isolement, la précarité, l'indifférence,...).
- ❖ Enjeu environnemental (préservation des milieux naturels, protection des espaces ruraux, ...).
- ❖ Enjeu politique (stabilité et paix sociale, réhabilitation de la vie dans le monde rural, disparition du phénomène de l'exode rural, intégration des régions rurales dans la vie politique,...).

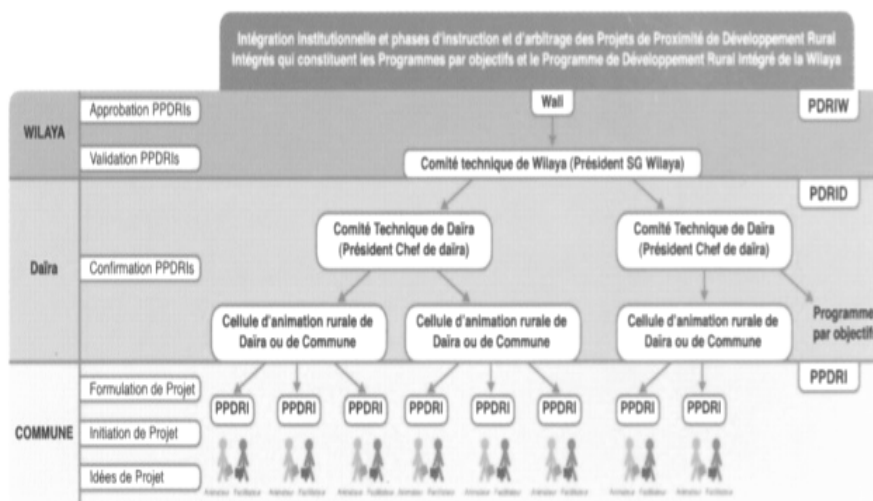
Cette stratégie de développement rural, tel que développée ici, repose essentiellement sur des approches qui doivent s'opérer, principalement, dans des zones rurales les plus fragiles et vulnérables, ce qui signifie un redoublement d'efforts pour garantir une entraide mutuelle des collectivités locales, une organisation des services communs, un soutien et appui ferme et permanent des pouvoirs publics,... , car l'enjeu fondamental de garantir une vie rurale transite, impérativement, par ces engagements.

On considère, pour notre part, que les principes de base pour une telle stratégie, nonobstant les autres points cités, résident dans :

-  Une cohérence dans les démarches.
-  Une pertinence dans les actions.
-  La mise en application des procédures itératives.
-  La progression dans les idées et les manœuvres

Le schéma suivant est plus illustratif sur ces programmes de proximité :

Schéma 1 : projet de PPDRI du ministère du développement rural



Il faut insister sur l'importance des acteurs qui se placent à des niveaux de décision et de responsabilité, à l'instar des animateurs et des facilitateurs au niveau des communes (au niveau des cellules mises en place), qui, en parfaite concertation et coordination avec les ruraux, déterminent les projets et les programmes, en priorité, pour le bien des régions et des espaces situés au niveau de ces communes, ce qui constitue, déjà, un atout de taille pour la mise en application des programmes de proximité et de rapprochement avec la population rurale.

Cette mise au point nous semble fondamentale pour bien paraphraser et reproduire les idées fondamentales de l'approche du renouveau, à savoir que la connaissance des espaces ruraux revient aux concernés eux-mêmes qui sont représentés par leurs pairs et ainsi parachever le processus de développement tel qu'il a été conçu, formaté et schématisé par la population rurale locale, dans un souci de rapprochement entre les objectifs de l'Etat et des régions rurales.

3.- Quelle politique de renouveau rural pour le cas algérien ?

A travers les explications précédentes, on comprend que le monde rural tente une reconfiguration et une restructuration à la hauteur et du niveau d'intégration de l'économie algérienne dans les rouages et les dédales de l'économie mondiale, plus inspirée du modèle libéral et classique et qui signifie une plus grande liberté d'initiative des espaces ruraux.

A cet effet, il est, peut-être, devenu temps que l'on regarde et analyse cette partie de la société d'une manière différente des expériences précédentes et d'exploiter les richesses et les valeurs réelles existantes afin de prévoir une éventuelle réussite de toute nouvelle politique.

Il nous semble que cette nouvelle politique économique, qui englobe évidemment les zones rurales, impulse de nouveaux comportements et de nouvelles stratégies, en gardant toujours à l'esprit que le secteur agricole, véritable catalyseur et poumon du développement rural, souffre, pour le cas algérien, d'une stagnation et faible performance qui compliquent la relance économique dans les années à venir et la question cruciale de la sécurité alimentaire.

Devant une telle éventualité, la Politique du Renouveau Rural aménage et réserve une place de premier ordre à l'encouragement et stimulation des initiatives individuelles des acteurs locaux (éleveurs, artisans, paysagistes, femmes rurales,...), et se traduit par l'émergence des actions qui doivent relever les réels défis du monde rural.

Toujours selon les déclarations du ministère du développement rural, cette politique est parfaitement schématisée dans un réel souci d'impliquer la base, et cela d'une manière ascendante (Bottom-Up) et tenter une adaptation des outils et moyens d'intervention (pas toujours financières) selon les besoins, les contraintes, les atouts, et surtout les attentes des populations rurales.

A titre de synthèse, on peut déceler les objectifs primordiaux de cette stratégie comme suit :

- ✓ La mise en place d'une vitalité dynamique sociale.
- ✓ La mise en œuvre d'une synergie, coordination et parfaite symbiose entre les aspects économiques et sociaux.
- ✓ La recherche d'une intégration sociale et économique.
- ✓ Rétablir les liens de solidarité.
- ✓ Réhabilitation et revitalisation des activités économiques rurales.
- ✓ Une plus grande contribution et implication des femmes rurales.
- ✓ Intégration et insertion des jeunes et des associations locales sur les projets inscrits dans le cadre du renouveau rural.
- ✓ Rendre possible la compétitivité des territoires et espaces ruraux.
- ✓ Réhabilitation et reclassement des positions du monde rural à l'échelle domestique, régionale et planétaire.

Il faut dire que l'un des points forts de cette politique (P.R.R) réside dans son aspect de décentralisation, encadrement, financement et un suivi/évaluation, afin de mieux canaliser et comprendre les véritables enjeux et desseins que l'Etat vise pour aboutir à un développement rural intégré et durable, et de bien saisir les réelles attentes des populations rurales, particulièrement celles touchées par les phénomènes de la pauvreté, la précarité, l'exclusion sociale, le sous-emploi, et le chômage, du moment qu'au sein même des zones rurales, il existe une certaine structure sociale et hiérarchisation qu'il faudra tenir compte lors des opérations de proximité.

Selon les propos d'O.BESSAOUD (Bessaoud, 2006), la politique de renouveau rural se définit aussi comme une politique territoriale et cible les ménages ruraux qui vivent et travaillent en milieu rural, en misant plus sur les habitants des zones enclavées où isolées, initiative qui fut, malheureusement, ignorée et délaissée lors des dernières politiques concernant le monde rural.

Dans une autre lecture, la politique de renouveau rural, au risque de s'en lasser de le répéter, est fondée sur le principe d'ouverture vers l'extérieur, mais aussi la stabilité, car selon B.ROUX (Roux, 2005), il est inutile d'attirer les ruraux par des offres alléchantes concernant les prix de leurs produits si on ne met pas en place une politique de stabilisation, par le biais de la disponibilité des prestations de services, tels que l'école, les centres de santé, la poste, centres commerciaux,...

Une autre caractéristique de cette stratégie consiste dans l'instauration d'une décentralisation territoriale et rurale par les décideurs, qui selon l'avis de J.BONNAL (Bonnal, 1992) répond nettement mieux aux besoins et attentes des ruraux, à travers une application des politiques plus conformes à la base, une mise en place d'une cohésion sociale, une souplesse dans les prises des décisions et un contrôle efficace de l'utilisation des fonds publics.

De leur côté, S.A.FERROUKHI et N.BENTERKI (Ferroukhi et Benterki, 2004) pensent que cette politique ne doit pas se limiter à des considérations purement économiques (genre rentabilité, rendement, profits,...) mais à la multiplication des activités au profit des

populations rurales, afin de multiplier les opportunités d'emplois qui sont les seuls garants d'une stabilité souhaitée, mise au point précédente mais qui confirme que les chances de réussite de cette stratégie transite par un sentiment de satisfaction des ruraux concernant leur niveau de vie, les accès aux besoins élémentaires et de base et une atténuation des ennuis et des soucis du monde rural.

Au vu de tout cela, il nous paraît que la politique de renouveau rural se veut plus une approche participative, concertée et décentralisée, en tentant une reconfiguration et remise en cause des politiques précédentes et en misant sur des principes comme :

- I. La fédération des composantes rurales à l'échelle des territoires.
- II. La mobilisation des connaissances et du savoir-faire des acteurs locaux.
- III. Etre à l'écoute des principales doléances des ménages ruraux.
- IV. La mutualisation des compétences et les aptitudes des populations rurales.

On ne peut occulter, aussi, de souligner la nécessité pour les élaborateurs d'une telle stratégie d'impliquer tous les acteurs, à l'exemple des communes, des Dairas, des associations, des organisations professionnelles, des coopératives, ..., qui chacun à son niveau tentera de bien expliquer les directives, les recommandations et les objectifs de cette démarche, en respectant la nouvelle règle de jeu : De la base à la hiérarchie et des territoires enclavés et déshérités aux décideurs à l'échelle nationale.

Doté d'un budget consistant (qui s'est renforcé durant le quinquennat 2010/2014) et s'étalant sur une période jusqu'à 2014, la politique de renouveau rural préfère une gestion de ces zones dans une optique de durabilité et la projection du monde rural dans un nouveau contexte de compétitivité, robustesse, et reconquête des marchés, au niveau local où mondial, consciente que de nouveaux critères émergent à l'instar des questions du développement durable, les énergies renouvelables, la préservations des espaces naturels, la protection de la terre, d'autant plus que les dernières nouvelles des institutions internationales ne prêtent guère à l'optimisme pour le cas algérien, et incitent, plus que jamais, vers une consolidation des efforts conjugués pour respecter les directives et recommandations internationales et se conformer aux chartes signées.

Avec une embellie financière assez conséquente, l'Etat algérien prévoit le lancement de plus de 12.000 projets de proximité afin de désenclaver ces zones et de permettre aux ruraux de procéder à la relance des activités économiques pour améliorer leurs sort, et cela est concrétisée à travers la désignation de quelques tâches et programmes, à l'exemple de :

- I. La lutte contre la désertisation.
- II. Le traitement des bassins versants.
- III. La gestion du patrimoine forestier.
- IV. La conservation des écosystèmes.

On sent une politique qui se veut économiquement viable, écologiquement durable et socialement acceptable, dans un souci de respect des équilibres écologiques et de construction des capacités de coordination des programmes et les actions diversifiées, le tout dans un souci de s'inscrire dans l'optique du développement rural et durable.

Dans un de nos écrits (Chaib, 2008), on a mis l'accent sur le fait que la question de la durabilité, tel que préconisée par les institutions internationales pour la question rurale, tient beaucoup au fait que le débat part d'une soutenabilité environnementale pour aboutir à un développement humain soutenable, en ayant recours à la formation, vulgarisation et conseils, ingrédients qu'on pense essentiel si l'on veut que cette stratégie ne se consacre pas

La stratégie du développement rural en Algérie dans un cadre de renouveau et approche participative _____

uniquement aux aspects économiques et financiers, mais plus pour une synergie entre l'environnemental, l'économique et le social.

En instaurant une stratégie axée sur quatre axes fondamentaux (modernisation des villages, diversification des activités économiques, protection des ressources naturelles et valorisation du patrimoine matériel et immatériel), cette politique constitue une stratégie hautement innovatrice, intellectuelle et conforme à l'esprit de changement structurel de l'économie, ce qui augure des perspectives qui, peut-être, ne vont pas résoudre immédiatement tous les problèmes du monde rural dans ce pays, mais permettre une autre vision du développement rural.

Ceci dit, la politique de renouveau rural se présente plus comme celle qui tente une sensibilisation et compréhension parfaite des règles de jeu par les différents partenaires, sans exclusion ni marginalisation, et une mise en place des marges de flexibilité et une volonté de dialogue, pour proposer une autre manière de négocier.

Il faut savoir que la négociation s'effectue selon des règles et des procédures qui sont acceptées par toutes les parties prenantes, sans se référer obligatoirement à des situations de conflit et de confrontation, l'important étant de renforcer les bases de la stratégie et de faire émerger les capacités potentielles, sans pour autant oublier que l'on discute d'un monde où les taux d'analphabétisme sont plus élevés, des approches différentes sur les modes de vie, des traditions spécifiques, bref, un monde qui ne pense de la même manière que les citadins et le pouvoir.

Ainsi, l'objectif optimal de cette politique se conjugue, à notre sens, à la mise en œuvre d'un pacte social et territorial qui se résume en :

- 🚧 Clarification des rôles et responsabilités.
- 🚧 Mise en application de nouvelles règles de jeu.
- 🚧 Fortification des institutions et administrations locales.
- 🚧 Fortification d'une cohésion sociale.
- 🚧 Renforcement des pouvoirs de négociation.
- 🚧 Diminution des probables vulnérabilités.
- 🚧 Elaboration d'un processus participatif.
- 🚧 Mise en œuvre d'une politique d'arrangement institutionnel.

Les P.P.D.R.I (outil essentiel de la P.R.R) se voient projetés dans un défi de rehausser et remettre sur rail le développement rural, dans un contexte marqué par des fluctuations et turbulences planétaires, qui dominent désormais le paysage national, et qui confirment l'obligation de se soumettre aux caprices de l'économie mondiale.

En plus clair, le renouveau rural est une interface permanente entre les territoires et la hiérarchie centrale, à la recherche des voies et méthodes plus innovatrices et mutuelles, pour réussir, ensemble, la faisabilité et la cohérence de cette procédure, et permettre une compréhension de l'intervention des pouvoirs publics à ce moment précis et suivant l'évolution de l'économie nationale.

Pour cela, un dispositif institutionnel fut conçu selon la manière suivante :

Politique de Renouveau Rural (PRR)-----Stratégie Nationale de Développement Rural et Durable-----Programme de Développement Rural Intégré par Wilaya----- Développement Rural par Objectif-----P.P.D.R.I-----Ressources financières publiques (Programmes communaux de développement en milieu rural+ Programmes sectoriels en milieu rural intégrés et déconcertés)-----Ressources financières privées (Prêts bancaires, autofinancement, et autres soutiens et apports individuels).

Il faut bien souligner que le financement de la politique de renouveau rural, telle qu'elle est envisagée et élaborée, est fortement lié aux facteurs et paramètres suivants :

- a) L'évolution des marchés pétroliers.
- b) La valeur de la monnaie locale par rapport aux deux principales devises : Le dollar et l'Euro.
- c) Le taux d'ouverture économique du pays, à travers les évolutions des exportations et des importations.
- d) La nature du partenariat avec les économies étrangères.
- e) La part des investissements directs étrangers.
- f) La part des importations agro-alimentaires.
- g) La nature et les spécificités du commerce extérieur.
- h) L'évolution des agrégats macro-économiques.
- i) Le comportement de l'Etat dans la politique financière et la politique de financement des secteurs économiques.

Pour notre part, on considère que la mise en place et en œuvre de cette politique demeure, toujours, salutaire et appropriée, si l'on veut relancer le monde rural, mais il est nécessaire de souligner que la question du financement ne doit pas être perçue comme juste une question de disponibilité des fonds pour les projets envisagés, mais bien les fonds qui seront disponibles aux échéances déterminées et selon le calendrier établi, donc, une question plutôt relative à la soutenabilité de ce projet et ces programmes, qui certes est délimitée dans le temps (jusqu'à 2014), mais qui demeure un programme fort ambitieux et captivant.

Les dernières turbulences et perturbations observées à l'échelle internationale (crise financière et économique de 2008) indiquent et invoquent à plus de prudence et de prévoyance, car un autre échec des programmes du monde rural signifie l'émergence d'une autre crise de confiance entre les pouvoirs publics et les ménages ruraux, soulevant, de ce fait, la nécessité de l'Etat de mettre en confiance cette population et de bien expliquer les fondements réels et exacts de cette politique, ainsi que sur les moyens financiers disponibles et potentiels qui peuvent être utilisés et exploités, dans un cadre de franchise, de transparence, de responsabilité et pouvoir de choix et de décisions, et dans un souci de mieux représenter les intérêts des populations rurales, trop longtemps délaissés au profit d'autres catégories et d'autres acteurs qui ne se souciaient pas trop du développement du monde rural.

L'Algérie envisage un nouveau départ, sous la bannière de l'économie de marché, et insiste sur l'implication et la contribution de chaque espace économique, plus fortement l'espace rural, ce dernier essaye de rattraper le retard accumulé depuis des décennies et tente de se mettre au diapason de l'évolution de l'économie nationale, prenant compte que celle-ci est déterminée, dans une grande mesure, par les aléas des marchés internationaux, ce qui échappe aux autorités locales dans la fixation et la détermination des prix.

Le monde rural bouge et provoque des intérêts grandissants et évolutifs de la part des décideurs économiques, tant au niveau national qu'international, car du fait de ses potentialités et atouts, il constitue un domaine d'avenir et de complicité dans la réalisation des objectifs tracés et élaborés, du moment que la dépendance sur le secteur pétrolier ne peut demeurer des éternités, et que les acteurs de ce monde peuvent déclencher ce dynamisme et cet engouement dans le repositionnement de l'économie nationale au niveau de la sphère internationale, après tant d'années d'abandon et de marginalisation, et surtout, donner une chance à ces zones de prouver leurs compétences et aptitudes de mener à bien leurs tâches et activités.

Les menaces qui hantent les régions rurales ne semblent pas se dissiper de sitôt, entre-autres la pauvreté, la famine, les disparités régionales, l'isolement et autres, conduisant, de ce fait, vers une urgence, que ce soit par le biais de cette stratégie ou par un autre mécanisme, de

procéder à des changements et des rectificatifs pour insérer le monde rural, en premier lieu, dans un contexte de développement national, et ensuite dans un cadre régional et continental.

Selon les derniers chiffres recensés, une grande partie de la population algérienne vit dans les zones rurales et qui jouit de certains savoir-faire, potentialités et atouts, qui indique toute l'importance des politiques économiques à mener dans ces régions, soit pour inverser la tendance de l'exode rural, soit pour permettre à l'Etat de consacrer les dividendes du développement rural dans le financement d'autres secteurs, à l'instar des PME/PMI.

Conclusion

Le retard accumulé et enregistré du développement économique et social des zones rurales a mis l'accent sur l'urgence de reconsidérer et mettre en place une politique conforme qui tient compte, à la fois, des objectifs assignés par l'Etat, des potentialités existantes dans les espaces ruraux, et des conséquences de la mondialisation.

Le constat établi et diagnostiqué sur les régions rurales a montré que la multiplication et le renforcement des interventions (parfois) lourdes des pouvoirs publics (investissements, financement des projets, injection d'importants fonds publiques,...) n'a abouti à aucun changement significatif sur l'amélioration des conditions de vie des ménages et populations rurales.

Pire encore, les dernières décennies ont vu un massif déplacement des ruraux vers les zones urbaines (pour les considérations que tout le monde connaît) et qui a compliqué plus les efforts publics dans les questions rurales.

Dans une telle situation, et avec une amélioration sensible des avoirs externes du pays, les décideurs économiques ont réfléchi à une nouvelle stratégie et politique du monde rural, mais plus dans une forme de renouveau et non pas rénovation.

Par conséquent, un tournant décisif s'est tracé et a vu le jour et qui consiste à mettre en œuvre des modifications dans les approches, en l'occurrence, les approches participatives, décentralisées, concertées, de proximité, et impliquant d'autres formes de gestion et de nouveaux concepts comme la gouvernance et le développement durable.

Il est largement admis et reconnu qu'il n'est pas toujours facile de procéder à des transformations et changements, surtout lorsqu'il s'agit du monde rural, et cela même en vantant une grande volonté de l'Etat, ses relais et les autres parties prenantes, car cela requiert du temps, la patience et des efforts permanents.

En dépit de cela, la finalité de cette stratégie, telle que défendue et argumentée par les décideurs au niveau central, et telle que saluée par les partenaires étrangers, et même que celle-ci correspondant aux différentes approches littéraires sur les thématiques du monde rural, montre des signes favorables et positifs quant à une situation, probablement, meilleure que les années précédentes.

Notre seul argument pour une telle conclusion réside dans la nouveauté introduite par cette stratégie, à savoir l'implication des acteurs locaux, sans aucune distinction ou discrimination, qui seront les seuls responsables de leurs projets, programmes et autres, et choisissent les alternatives qu'ils jugeront conformes et appropriées au développement de leurs espaces, régions et sociétés.

Références:

¹ C.KAYSER, « Conflits et monde rural », Revue Grain de sel, Juin 2005, p 12.

² JBONNAL, « Le développement territorial participatif et négocié », document de travail, FAO, 2008.

³ Document de la Banque Mondiale intitulé : « From vision to action », Juillet 2000.

⁴ M.JOLLIVET, « La vocation actuelle de la sociologie rurale », Revue Ruralia, N°1, 1997.